

**Les administrateurs et administratrices  
salarié.es de l'ADEME**

**Madame Elisabeth BORNE  
Première Ministre  
Hôtel de Matignon  
57 rue de Varenne  
75007 PARIS**

**Angers, le 19 septembre 2022**

**Objet : Alerte sur la fragilité de la gouvernance de l'ADEME**

Madame la Première Ministre,

Dans un contexte d'intensification des conséquences du changement climatique (canicule, sécheresse, incendies, inondations, ...), de crise et précarité énergétique grandissante (liée au conflit Ukraine/Russie et aux problèmes sur le parc nucléaire français) et de prise de conscience aigüe des contraintes sur les ressources et produits stratégiques (mises en évidence par la période COVID) ; après notamment l'installation d'un Secrétariat Général à la Planification Ecologique, votre Gouvernement et les élu.es de la nation préparent différents textes réglementaires et des budgets pour agir. Vos différentes interventions dans les médias ces dernières semaines illustrent l'urgence et la gravité de cette situation.

En tant qu'administrateurs et administratrices salarié.es de l'Agence de la Transition Ecologique, l'ADEME, nous tenons à ce que notre agence puisse être en pleine capacité de jouer son rôle d'expertise, d'orientation et de mise en œuvre des politiques de transition écologique de l'Etat :

- Orienter, au-delà des nouvelles technologies, vers une véritable mutation des usages, des modes de vie et de production.
- Mettre en œuvre rapidement et efficacement tous les leviers de mobilisation des territoires et des acteurs économiques.

Or, depuis le départ du Président de l'ADEME Arnaud Leroy le 9 juin dernier – départ annoncé dès février 2022 – les intérimis se succèdent pour assurer la Présidence et la Direction générale de l'ADEME : un temps PDG par intérim, notre Directeur Général Délégué Fabrice Boissier a lui aussi quitté l'agence le 31 août dernier, pour céder la place à un Président par intérim et un DGD par intérim à temps partiel. Si ces dernières nominations permettent de gérer les affaires courantes, elles n'assurent pas un cap, une gouvernance pérenne et des moyens humains à la hauteur, en mesure de représenter l'ADEME, agence de premier plan pour la transition écologique, dans cette période stratégique.

En outre, alors que le projet de loi de finance 2023 va être mis en discussion au Parlement, le siège de représentant-e de l'Assemblée nationale au conseil d'administration de l'ADEME est vacant suite aux dernières élections législatives. Nous allons donc passer plusieurs mois sans représentation de l'Assemblée alors qu'un nouveau mandat placé sous le sceau de la transition écologique a débuté il y a déjà quatre mois.

Au moment où s'arbitrent les budgets, les emplois, les orientations stratégiques, les modalités de mise en œuvre des nouvelles politiques gouvernementales, la mise en fragilité de la gouvernance de l'ADEME nous inquiète particulièrement.

Aussi, nous vous demandons de faire le nécessaire pour qu'un Président ou une Présidente de l'ADEME soit proposé-e au plus tôt au conseil d'administration afin que l'Agence de la Transition Ecologique puisse pleinement disposer des moyens nécessaires à son action au sein de l'écosystème national sur la sobriété, l'efficacité énergétique, et la transition écologique de manière générale.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions de recevoir, madame la Première Ministre, l'assurance de notre plus haute considération.

Les administrateurs et administratrices salarié.es de l'ADEME,  
Emmanuel DAVID, Anne-Marie FRUTEAU DE LACLOS, Catherine GUIMARD, Véronique MATHEVON,  
Eric VIDALENC



Copie : Mme la Présidente de l'Assemblée nationale